



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

*l'étincelle**

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 3 mars 2015

Grèce : le jeu truqué de la Troïka

Après des négociations marathon entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe, Tsipras, par sa lettre d'engagement du lundi 23 février, s'est résigné à abandonner son programme anti-austérité et s'est engagé à des réformes qui ressemblent à celles de ses prédécesseurs.

Les pays de l'Eurogroupe, France et Allemagne en tête, n'ont pas voulu entendre parler d'augmentation à court terme du salaire minimum ; en revanche, les privatisations en cours doivent reprendre, le « contrôle des dépenses de santé » (asphyxie des hôpitaux et non couverture d'un tiers de la population) doit continuer, la « réforme du marché du travail » doit permettre plus de « flexibilité » et de « compétitivité ». Seule minuscule concession à Tsipras, un petit paragraphe sur les « mesures humanitaires » (dont le rétablissement de l'électricité et de l'eau aux plus pauvres...) à condition toutefois qu'elles n'aient « aucun effet fiscal négatif ».

Les « institutions » ne lâchent rien...

Contrairement aux allégations des dirigeants européens (désormais baptisés « institutions » au lieu de « troïka »), ce n'est pas la Grèce qui est sous perfusion : ce sont les banques européennes qui se sont dopées, d'abord aux emprunts puis aux privatisations grecs. Les banques et les grandes entreprises, pour l'essentiel allemandes et françaises, ont d'abord incité à l'endettement (JO, armements), avant de percevoir des intérêts à des taux colossaux, de racheter les entreprises publiques bradées...

En fait, les gouvernements de l'Eurogroupe ont refusé de laisser la moindre marge à Tsipras. Il fallait montrer à tous que les intérêts du grand patronat européen priment sur ceux des peuples.

Les véritables alliés du peuple grec

Face aux requins de l'Eurogroupe, Tsipras n'a pas fait le poids... et ne pouvait pas le faire en se contentant de batailler sur le terrain « économique » avec plus forts que lui, c'est-à-dire dans le cadre du jeu truqué du système capitaliste. S'il a fait constater au peuple grec que... les requins sont des requins, il n'a pas tenté de s'appuyer sur la seule chose que peuvent craindre les capitalistes, la mobilisation des peuples. Car, dans toute l'Europe, le peuple grec a des alliés naturels : les travailleurs qui, partout,

subissent les politiques d'austérité. Bien sûr, préparer cette mobilisation n'est pas si simple. C'est en tout cas moins illusoire qu'essayer d'obtenir de rapaces qu'ils renoncent volontairement à leur proie !

Comment sortir de ce système pourri ?

La seule partie qui reste du programme de Syriza, est la lutte contre la fraude fiscale... déjà au programme de tous ses prédécesseurs. Mais ce sont les plus riches (en particulier les armateurs ou l'Église orthodoxe) qui ne paient quasiment pas d'impôt !

Tsipras, le nouveau Premier ministre grec, peut-il, ou veut-il, faire enfin payer les riches ? Ce ne sont pas quelques fonctionnaires qui pourraient traquer les fraudeurs. Il faudrait, entre autres, mobiliser tous les employés de banque pour qu'ils dénoncent les combines des patrons dont ils ont forcément, connaissance puisque tout passe entre leurs mains. Sans participation active des travailleurs, Tsipras ne réussira même pas à assurer les rentrées fiscales dont le pays a pourtant bien besoin.

Pour réaliser ne serait-ce que les mesures sociales contenues dans le programme de Syriza, il faudrait une mobilisation pour imposer un contrôle des travailleurs sur tout ce que font les patrons.

Il faudrait mettre sous séquestre les biens des armateurs qui font le chantage à la fuite de leurs capitaux en garantie du rapatriement de leurs avoirs spéculatifs dans les paradis fiscaux et du paiement de leurs impôts. Il faudrait confisquer purement et simplement les biens de l'Église pour les transformer en biens publics au service de la population. Bref, il faudrait ne plus obéir aux règles catastrophiques du système capitaliste.

Un tel élan pourrait s'exporter dans toute l'Europe et là, seulement là, nous aurions une chance de mettre un terme aux méfaits de ceux qui saignent le peuple grec et tous les peuples d'Europe.

Un accident qui aurait pu être mortel

Il y a quelques mois un salarié sous-traitant s'est tué en traversant une verrière à l'usine de Flins. Hier, c'est sur le site de Lardy qu'un salarié PEI est passé au travers d'une fenêtre de toit sur lequel il travaillait. La direction qui prône la sécurité de tous les côtés laisse toujours les travaux les plus dangereux aux sous-traitants. En cas de soucis, elle s'en lave les mains. Les économies sur le dos de notre sécurité, c'est toujours de l'argent de gagné pour les actionnaires.

Hors de question qu'on risque notre vie pour leurs profits.

Ça chauffe au 41

Depuis quelques temps, les nuages s'accumulent au dessus du L41 : réduction d'effectifs, transfert d'activités vers Cléon mais avec une charge de travail croissante. La réorganisation actuelle est lourde de menaces supplémentaires dans une situation déjà plus que tendue. Il est temps de réagir tous ensemble pour contrer ces mauvais coups !

Drôle de façon d'embaucher

Il y a peu, on nous annonçait une vague d'embauches de 1000 personnes pour l'ingénierie et les usines. D'après la direction, ça devrait permettre de mieux répartir la charge de travail de chacun...

Sauf qu'à la DEA-MM, le budget destiné à la prestation a baissé. Résultat : 2 suppressions de poste le 1^{er} avril, et des collègues qui vont récupérer du boulot supplémentaire.

Une contradiction de plus de la direction que l'on ne peut décidément pas écouter !

Le « gagnant / gagnant » a encore frappé

« C'est nouveau, ça vient de sortir ! ». Renault lance une nouvelle opération gagnant / gagnant... pour elle-même. En échange de nos congés du compte transitoire, elle nous « offre » une ristourne sur une voiture neuve. Comme ça, elle ne provisionne plus d'argent pour ces congés, gagne sur son free cash-flow et augmente ses ventes. Elle voudrait en plus nous faire croire que c'est un avantage qu'elle nous donne.

Après 6 ans de quasi-blocage des salaires, le déblocage de quelques jours de congés qui nous sont dus dans tous les cas (à la retraite ou si l'on change d'entreprise), c'est de la blague.

Travaux pas inutiles pour tout le monde

On pourrait se réjouir que le nouvel accès au pool depuis le L26 soit sans marches et donc facilite le déplacement des salariés handicapés. Mais le

problème c'est qu'il débouche au niveau du L58 en plein milieu du parking le plus fourni en véhicules du site et qu'il faut zigzaguer entre ces véhicules pour retrouver son chemin.

Des travaux dont le but semble être de justifier les ristournes sur ce que paye la direction à l'assurance maladie plutôt que de favoriser les déplacements corrects de tous les salariés sur le site.

Pour que la direction arrête de regarder son portefeuille avant notre sécurité, il va falloir qu'on l'y oblige en la mettant devant ses responsabilités.

Les fondeurs contre la fonte des AGS

Les salariés de la Fonderie de Bretagne (ex-SBFM) ont vu rouge à l'annonce des NAO et de la prime de 500 € réservée à certains ETAM, c'est-à-dire le plus souvent aux petits chefs de l'usine.

Lundi 23 février, les grévistes ont bloqué l'accès au site toute la journée. La direction de cette filiale de Renault a dû céder 0,2 % d'augmentation en plus (soit 0,5 % d'AGS en tout). Pas de quoi faire des folies, mais c'est toujours ça de pris grâce à la grève.

La grève : l'autre modèle allemand

Dans la Métallurgie allemande, l'augmentation générale des salaires sera de 3,4 % en 2015 (+ une prime de 150 €). Cette hausse, qui contraste avec la France, est la bienvenue au pays des jobs à 1 € de l'heure et où le « coût du travail » a été baissé ces dernières années sur le dos des travailleurs.

Si le patronat allemand a accepté de prendre un peu sur ses profits, c'est que les salariés ont fait pression : 800 000 salariés ont fait des grèves d'avertissement ces dernières semaines, et 100 000 salariés de l'automobile étaient en grève la veille de la négociation de l'accord salarial. Le rapport de force : le seul langage international que les patrons comprennent.

Quand les salariés low-cost se rebiffent

Les ouvriers de l'usine Renault-Nissan de Tanger ont débrayé et organisé des sit-ins du 9 au 11 février devant les locaux de leur direction, l'obligeant à négocier avec l'UMT (Union Marocaine du Travail) des augmentations de salaire, des primes dont une compensant les temps de pause non payés... Ils demandaient aussi le départ de Carvalho, le directeur de l'usine, et de ses méthodes jugées esclavagistes.

Carlos Ghosn avait mis Pitesti, où les ouvriers avaient obtenu par des grèves des hausses de salaire, en concurrence avec Tanger. Et si les ouvriers marocains étaient en train de prendre le même chemin des luttes que leurs collègues roumains ?